

Subsides

les agriculteurs aient un revenu stable, fixe. Mais ils continuent d'être des producteurs efficaces. J'utilise sciemment le mot «efficaces», car habituellement les gens ne l'emploient pas. A aucune époque jusqu'ici, une heure de salaire n'a permis d'acheter autant d'œufs qu'aujourd'hui. On peut acheter environ huit douzaines d'œufs avec le salaire d'une heure de travail.

Je me souviens avoir travaillé dans une usine lorsque j'étais jeune. J'étais payé 55c. l'heure. A cette époque, la douzaine d'œufs coûtait 45c., la livre de bœuf 50c. et la livre de beurre 46c. Il fallait presque une heure de travail pour acheter une livre de n'importe laquelle de ces trois denrées. Jamais au cours de notre vie une heure de travail n'a permis d'acheter autant de choses. Notre politique d'exportation, notre politique agricole ou notre politique agro-alimentaire, quel que soit le nom que vous lui donniez, est la meilleure du monde.

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole dans le cadre du débat sur la motion du député d'Elgin (M. Wise), je ne puis m'empêcher de penser que les agriculteurs Canadiens suivent de très près nos délibérations sur la diminution de leurs revenus. L'intervention du ministre de l'Agriculture (M. Whelan) me donne des complexes. Je n'arrive pas à sa cheville pour ce qui est de faire le fanfaron. Je pense parfois qu'il a manqué sa vocation et qu'il devrait parcourir le monde pour vanter les succès de l'agriculture au Canada. Il nous dit avec une rare éloquence que les agriculteurs n'ont jamais connu une telle aisance, mais il a totalement esquivé le sujet de la motion. Il a oublié d'expliquer comment il compte s'y prendre pour redresser les revenus agricoles qui ont fléchi d'environ 40 p. 100 en deux ans.

Aucun député assis de ce côté-ci de la Chambre n'a critiqué nos agriculteurs. Personne n'a dit qu'ils manquent d'efficacité, personne n'a nié qu'ils comptent parmi les meilleurs agriculteurs du monde. Nous sommes d'accord avec le ministre de l'Agriculture sur ce point.

M. Oberle: Il faut qu'ils soient bons pour supporter ce gâchis.

M. Schellenberger: Comme l'a si bien formulé mon collègue, il faut qu'ils soient d'excellents cultivateurs pour continuer à exploiter leur ferme dans les conditions qu'ils connaissent depuis quelques années. Il faut tenir compte de l'inflation, du coût des améliorations et de l'absence de politique. Comme l'a souligné le député d'Elgin, aucun projet de loi traitant du problème du revenu net des agriculteurs n'a été présenté à la Chambre. Les cultivateurs se préparent à la récolte de 1978 en se demandant jusqu'où leur revenu va dégringoler cette année.

On a fait des comparaisons aujourd'hui au sujet des recettes des entreprises agricoles. Ces recettes ont diminué de .9 p. 100 entre janvier 1977 et janvier 1978. Il s'agit du chiffre le plus récent. Le revenu net des agriculteurs a baissé de 11 p. 100 de 1976 à 1977. Les prévisions d'Agriculture Canada pour 1978 annoncent une nouvelle baisse de 6.1 p. 100. On a beau les encenser, ce n'est pas cela qui va aider les agriculteurs à équilibrer leurs comptes à la fin de 1978.

On n'a pas traité du problème de la baisse des revenus agricoles. Tout agriculteur sera en mesure de la constater quand il reprendra ses opérations le printemps prochain. Le coût de presque tous les intrants a augmenté: les semences, la main-d'œuvre, les produits chimiques, les engrais et tout le reste.

[M. Whelan.]

J'aimerais consigner au compte rendu certaines statistiques. En 1976, le revenu brut agricole a été de \$33,000. par rapport à \$31,000 en 1975. De 1975 à 1976, le revenu net agricole est passé de \$12,900. à \$11,933. Entre 1972 et 1977, les coûts ont augmenté de 9 p. 100 alors que les revenus ont diminué de 1 p. 100.

J'aimerais citer certains chiffres précis pour illustrer l'évolution des coûts dans notre pays à l'heure actuelle. Si l'on prend comme base l'année 1961 en considérant que les coûts se situaient alors à 100 p. 100, le coût total est passé de 232.2 p. 100 en 1976 à 247.2 p. 100 en 1977. Le coût des engrais mélangés a augmenté de trois points, et celui des engrais non mélangés de 3.4 p. 100. Le coût des terres et bâtiments agricoles est passé de 285 p. 100 en 1976 à 297 p. 100 en 1977. L'indice pour les machines agricoles et les véhicules à moteur a enregistré une hausse de 195 à 210 p. 100 entre 1976 et 1977. C'est la même chose en ce qui concerne les provendes, l'électricité, la main-d'œuvre agricole et les produits pétrochimiques. Le prix de tous ces éléments a augmenté de 1976 à 1977. Il faudrait remonter à 1961 pour démontrer la hausse continue des coûts exprimée en pourcentages.

Les agriculteurs on dû dans bien des cas s'endetter davantage. On constate cette tendance quand on considère le crédit agricole global évalué en millions de dollars au cours des dernières années et qu'on le répartit entre les exploitations agricoles. Peut-être ce calcul n'est-il pas révélateur de la situation véritable car il ne tient compte que des exploitations agricoles de plus de 50 acres. Le crédit total pour toutes les exploitations agricoles s'établissait en 1974 à 6,904 millions de dollars; il est passé à 8,170 millions en 1975 pour grimper à 9,536 millions en 1976. Si elles étaient disponibles, les statistiques pour l'année 1977 révéleraient une hausse semblable.

J'aimerais maintenant parler des taux d'intérêts moyens. Les agriculteurs doivent emprunter plus d'argent et les taux d'intérêts ont également augmenté. En 1974, ils s'établissaient en moyenne à 8.8 p. 100 du capital emprunté, sont passés à 9.2 p. 100 en 1975 et à 9.6 p. 100 en 1976. C'est un autre coût que l'agriculteur doit supporter afin de pouvoir continuer à équilibrer sa balance de paiements ou plutôt son déficit comme nous préférons l'appeler ici. De nouveau je signalerai que sur la base d'une exploitation agricole, le montant de crédit que chaque agriculteur doit payer en moyenne est passé de \$20,938 qu'il était en 1975 à \$25,158 pour l'année 1976 ce qui représente une augmentation moyenne par exploitation agricole de presque \$5,000. Ces statistiques vous donnent une idée de chaque cas individuel pour les cinq dernières années et nous pourrions aller plus loin si nous voulions utiliser ces mêmes statistiques. Elles démontrent que les coûts d'exploitation agricole ont augmenté à un rythme très rapide.

● (1632)

Le ministre a fait allusion au prix des machines agricoles. Celui d'une moissonneuse-batteuse-lieuse automotrice est monté de 89.7 p. 100 entre 1973 et 1977. Comparons donc l'augmentation du coût d'un tracteur avec celle d'une automobile durant cette même période. Si les consommateurs avaient dû payer le même pourcentage d'augmentation pour l'achat de leur automobile, vous les entendriez se lamenter. L'automobile coûte 24 p. 100 de plus et le tracteur 64 p. 100 et dans le cas d'une moissonneuse-batteuse-lieuse l'augmentation a été de 89 p. 100. Il n'est donc pas étonnant que les agriculteurs se